



**HAL**  
open science

## Politique historique et tournant autoritaire en Pologne

Valentin Behr

► **To cite this version:**

Valentin Behr. Politique historique et tournant autoritaire en Pologne. Maya Collombon, Lilian Mathieu. Dynamiques des tournants autoritaires, Éditions du Croquant, pp.117-140, 2021, 10.3917/asava.collo.2021.01.0117 . halshs-03477428

**HAL Id: halshs-03477428**

**<https://shs.hal.science/halshs-03477428v1>**

Submitted on 13 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Politique historique et tournant autoritaire en Pologne

Valentin Behr

Depuis 2015 et la victoire électorale du parti PiS (Droit et Justice), la Pologne a régulièrement été décrite comme en proie à un tournant autoritaire, commun à d'autres pays d'Europe centrale<sup>1</sup>. Parmi les éléments attestant ce tournant, la remise en cause de l'indépendance de la justice est sans doute le plus évident. Les réformes successives de ce secteur ont permis à l'exécutif de contrôler le Tribunal constitutionnel, le Conseil national de la magistrature (organe de contrôle et d'évaluation des magistrats) et de nommer et congédier les juges à sa guise<sup>2</sup>.

Le tournant autoritaire se traduit également par une reconfiguration des transactions collusives entre le champ politique et le champ académique<sup>3</sup>. Cette reconfiguration se donne particulièrement à voir dans le domaine de la dite *politique historique* (*polityka historyczna*). Catégorie issue des débats polonais, celle-ci peut s'entendre comme une politique de la mémoire<sup>4</sup>. Le gouvernement issu des élections de 2015, reconduit après une nouvelle victoire du PiS aux élections législatives de 2019, a pris plusieurs mesures visant à donner une orientation plus nationaliste à cette politique. Parmi ces mesures figurent une réforme de l'enseignement scolaire<sup>5</sup> et l'adoption d'une loi criminalisant « l'imputation à l'État ou à la nation polonaise d'une responsabilité ou d'une coresponsabilité dans les crimes nazis »<sup>6</sup>. L'autonomie de l'enseignement supérieur et de la recherche a en outre été remise en cause par le gouvernement et par des membres de la majorité parlementaire, dénonçant une mainmise de l'idéologie « gauchiste » dans les universités et déplorant le financement public de recherches « antipolonaises » (i.e. sur l'antisémitisme ou la participation de Polonais à la Shoah).

Il est possible de parler de transactions collusives, au sens où la politique publique de l'histoire s'appuie sur le concours d'historiens qui contribuent à la légitimer tout en retirant des profits, matériels et symboliques. La redistribution des ressources et les reconfigurations de la discipline encouragées par la politique historique réduisent l'autonomie du champ historien vis-à-vis des pouvoirs publics. L'intervention de ces pouvoirs publics dans la mise en récit du passé s'inscrit cependant dans une histoire plus longue : la genèse de l'histoire contemporaine en Pologne communiste est celle d'une discipline faiblement autonome vis-à-vis du champ politique. Après 1989 et la « transition démocratique », la contrainte politique sur la recherche en histoire s'était considérablement atténuée. L'essor de la politique historique a précédé le tournant autoritaire post-2015, puisque son apparition en tant que catégorie d'intervention publique peut être datée du milieu des années 2000. La conjoncture politique ouverte en 2015 donne à voir des reconfigurations des rapports entre champ politique et champ historien, contribuant à de nouvelles formes de restriction de l'autonomie de ce dernier.

---

<sup>1</sup> Krastev (I.), Holmes (S.), *The light that failed: a reckoning*, Londres, Allen Lane, 2019.

<sup>2</sup> Amnesty International, *Poland: Free Courts, Free People. Judges Standing for their Independence*, 2019.

<sup>3</sup> Dobry (M.), *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.

<sup>4</sup> Voir à ce sujet le dossier thématique de la *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, coordonné par Frédéric Zalewski (2020/1).

<sup>5</sup> Tartakowsky (E.), « L'enseignement de l'histoire en Pologne depuis 2017. De la “décommunisation” à la centralité d'un nationalisme catholique », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1 (1), 2020.

<sup>6</sup> Belavusau (U.), Wójcik (A.), « La criminalisation de l'expression historique en Pologne : la loi mémorielle de 2018 », *Archives de politique criminelle*, 40 (1), 2018.

Pour autant, le tournant autoritaire ne s'est pas traduit par une situation de dépendance ou de mise sous tutelle politique de l'histoire. Il prend plutôt la forme d'une redistribution du pouvoir et des ressources au sein de la discipline. D'une part, en favorisant le développement à la périphérie du champ académique d'institutions de recherche et d'éducation, le pouvoir politique a exacerbé les concurrences entre les historiens et offert des opportunités de carrière aux adeptes d'une histoire nationaliste, relativement marginalisés au sein du champ académique. D'autre part, la promotion active, par les pouvoirs publics, des historiens du pôle officiel et son corollaire, le dénigrement récurrent des recherches « critiques », ont rendu perceptibles les menaces pesant sur les chercheurs : campagnes médiatiques hostiles, remise en cause du financement public des recherches, éviction des postes pourvus par nomination ministérielle (conseils scientifiques, directions de musées), freins à l'avancement de carrière et même procès<sup>7</sup>.

Adoptant une perspective processuelle, ce chapitre cherche à saisir les effets du tournant autoritaire sur les reconfigurations des transactions entre le champ politique et le champ historien. Pour ce faire, ces reconfigurations sont situées dans la chronologie plus large de la politique historique et des réformes néolibérales de l'enseignement supérieur et de la recherche, menées par les gouvernements successifs depuis le milieu des années 2000<sup>8</sup>. Il s'agit de montrer comment une quinzaine d'années de politique historique, menée avec des intensités variables, mais selon des cadres d'interprétation largement partagés par les groupements politiques issus de la droite post-*Solidarność*, c'est-à-dire le PiS et le principal parti d'opposition, la Plateforme civique (PO), ont favorisé la construction d'une hégémonie conservatrice<sup>9</sup>.

### **Au croisement du politique et de l'académie, les promoteurs de la politique historique**

À partir du milieu des années 2000, la notion de politique historique fait son entrée dans les discours politiques en Pologne. Elle désigne un ensemble plus ou moins coordonné d'actions publiques dans le domaine de l'histoire, tant au niveau de la production savante que de l'éducation. Ses promoteurs entendent inciter la production et la diffusion de représentations du passé à destination du grand public, via des supports culturels aussi divers que la recherche, l'école, les musées, le cinéma ou la musique. En ce sens, elle consiste à ériger l'histoire en catégorie d'intervention publique<sup>10</sup>. Une telle politique n'est pas réductible à sa dimension symbolique ou commémorative, comme c'est souvent le cas des politiques de la mémoire<sup>11</sup>. Elle devient une composante de plusieurs politiques sectorielles. Il s'agit, selon ses promoteurs, de « forger la conscience historique » de la nation.

Depuis une quinzaine d'années et de manière plus affirmée depuis 2015, un ensemble d'institutions publiques se voient confier la mission de mettre en œuvre une forme de *soft power* et une entreprise d'éducation patriotique du grand public. Différentes institutions publiques

---

<sup>7</sup> Ces menaces sont particulièrement visibles dans le cas des historiens travaillant sur les participations polonaises à la Shoah ; cf. Kichelewski (A.), Lyon-Caen (J.), Szurek (J.-C.), Wieviorka (A.), dir., *Les Polonais et la Shoah. Une nouvelle école historique*, Paris, CNRS Éditions, 2019. Plusieurs exemples sont donnés dans le texte.

<sup>8</sup> Je m'appuie pour cela sur les recherches menées dans le cadre de ma thèse de doctorat, consacrée au développement de l'histoire du temps présent (1939-1989) en Pologne, de 1945 à 2015 : Behr (V.), *Science du passé et politique du présent en Pologne : l'histoire du temps présent (1939-1989), de la Genèse à l'Institut de la Mémoire Nationale*, thèse de doctorat en science politique, Université de Strasbourg, 2017. Deux expériences postdoctorales, à l'Université de Silésie à Katowice et à l'Université de Varsovie, ont permis d'actualiser la recherche doctorale en recueillant un matériau d'enquête issu de publications historiques et de la presse, mais aussi d'entretiens et de discussions informelles avec des historiens.

<sup>9</sup> Zalewski (F.), « Révolutions conservatrices en Europe centrale et orientale », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 47 (4), 2016.

<sup>10</sup> Dubois (V.), *La politique culturelle : genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, Belin, 2012.

<sup>11</sup> Gensburger (S.), *Les Justes de France : politiques publiques de la mémoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.

(centres de recherche, musées, ambassades, fondations et instituts divers) sont mobilisées pour produire un récit univoque et le diffuser à une large échelle, via des canaux multiples : expositions, films, publications savantes et grand public. L'Institut de la mémoire nationale (IPN), employant des centaines d'historiens dont plus de 150 chercheurs, doté d'un budget de 100 millions d'euros annuels et d'un réseau d'agences régionales, est l'institution pivot de cette politique. Depuis sa création, l'IPN a produit des dizaines d'expositions itinérantes, plusieurs portails web, des centaines de publications et même des jeux de société. Les publications éducatives comprennent des albums et des bandes dessinées, ainsi que des « dossiers éducatifs ». La plupart de ces supports sont envoyés gratuitement aux écoles, collèges et lycées sur demande.

Créé à la fin des années 1990, l'IPN a vu son budget doubler et ses prérogatives élargies à l'époque du premier gouvernement formé par le PiS, en 2005-2007, moment qui correspond à l'affirmation de la politique historique. Celle-ci a été conceptualisée par un groupe de philosophes conservateurs regroupés au sein d'un think tank, le Centre de la pensée politique (*Ośrodek Myśli Politycznej*), et d'un « Club de la critique politique » (*Warszawski Klub Krytyki Politycznej*), groupe informel établi par eux à Varsovie. Ces acteurs ont profondément influencé les références idéologiques du PiS, articulées autour d'une lecture en termes culturels, religieux et civilisationnels de la conflictualité en politique<sup>12</sup>. Leurs publications et interventions médiatiques sont remarquées par les dirigeants du PiS, qui intègrent la politique historique au programme culturel du parti en septembre 2004, dans la perspective des élections législatives et présidentielle de 2005<sup>13</sup>. Ce succès s'explique par une double proximité de ces intellectuels au champ politique : idéologique et positionnelle, comme en attestent leurs carrières au croisement des champs académique, intellectuel et politique. Une telle multipositionnalité n'est pas rare au sein de l'intelligentsia polonaise<sup>14</sup>.

Les fondateurs de la politique historique sont à l'origine quatre, mais de nombreux autres intellectuels conservateurs partagent leurs vues, à quelques nuances près. Marek Cichocki, Dariusz Gawin, Dariusz Karłowicz et Tomasz Merta sont nés au milieu des années 1960 et sont de jeunes quadragénaires en 2005, lorsque le PiS accède pour la première fois au pouvoir. Tous sont docteurs en philosophie et font montre d'un intérêt prononcé pour la politique culturelle. Gawin est passé par la direction de l'Institut du patrimoine national au ministère de la Culture, de 2000 à 2001. Merta a été conseiller du ministre de la Culture à la même époque, avant d'être nommé sous-secrétaire d'État à la Culture dans le gouvernement formé par le PiS en 2005. Il a conservé ce poste dans le gouvernement formé par la Plateforme civique après l'alternance de 2007, avant de décéder en 2010 dans le crash de Smolensk<sup>15</sup>. Cichocki a été conseiller de Lech Kaczyński à la présidence de la République à partir de 2005. De 2007 à 2010, Gawin, Karłowicz et Cichocki ont animé un programme, *Trzeci punkt widzenia* (« Le troisième point de vue ») sur la chaîne publique *TVP Kultura*. Ces philosophes ont légitimé leurs idées par l'investissement des champs politique et médiatique. Il s'agissait pour

---

<sup>12</sup> Dąbrowska (E.), « New conservatism in Poland. The discourse coalition around Law and Justice », in Bluhm (K.), Varga (M.), dir., *New Conservatives in Russia and East Central Europe*, New York, Routledge, 2019.

<sup>13</sup> Leszczyński (A.), « The Past as a Source of Evil: The Controversy Over History and Historical Policy in Poland », *Cultures of History Forum*, 2016.

<sup>14</sup> Zarycki (T.), Smoczyński (R.), Warczok (T.), « The Roots of Polish Culture-Centered Politics: Toward a Non-Purely Cultural Model of Cultural Domination in Central and Eastern Europe », *East European Politics and Societies*, 31 (2), 2017.

<sup>15</sup> Le 10 avril 2010, l'avion transportant la délégation officielle aux commémorations du 70<sup>e</sup> anniversaire du massacre de Katyn, comprenant le président de la République polonaise – Lech Kaczyński – et des dizaines de hauts fonctionnaires, officiers d'état-major et personnalités politiques, s'est écrasé au moment de son atterrissage en Russie. L'événement a depuis fait l'objet de commémorations mensuelles, à l'initiative du frère du président défunt et principal dirigeant du PiS, Jarosław Kaczyński, contribuant à la polarisation du champ politique.

eux de « faire date » dans le champ de production idéologique<sup>16</sup> en se distinguant de la génération de leurs aînés, investis dans la dissidence et incarnant l'idéologie « libérale de gauche » qu'ils entendent combattre<sup>17</sup> :

« La génération dont nous voulions nous distinguer était celle des intellectuels polonais originaires de la République populaire de Pologne, qui ne connaissaient pas grand-chose à la philosophie politique occidentale. Leur idéal était la construction du libre marché et d'un État démocratique. Ils ne se sont pas demandés quels dangers cela représentait.<sup>18</sup> »

D'après les promoteurs de la politique historique, l'intelligentsia « libérale de gauche » — incarnée par des intellectuels dissidents ayant joué un rôle politique prépondérant après 1989, tels que Bronisław Geremek, Karol Modzelewski, Jacek Kuron ou Adam Michnik — engagée dans une quête de modernisation économique et politique dans les années 1990, aurait développé une aversion pour les traditions nationales. Cette aversion se traduirait par une « histoire critique », voire une « pédagogie de la honte », avec lesquelles il s'agirait désormais de rompre. « Forger la conscience historique » de la nation, « réhabiliter la communauté nationale », impliquerait de mettre en valeur les pages glorieuses du passé national et non ses aspects les plus négatifs, tels que les massacres de juifs dans les campagnes polonaises durant l'occupation allemande<sup>19</sup>.

Le terme « libéral de gauche » est employé par la droite pour désigner les intellectuels précités, souvent issus du Parti ouvrier unifié de Pologne (le parti communiste en République populaire de Pologne), dont ils se sont éloignés progressivement : « révisionnistes » au moment de la déstalinisation en 1956, ils sont ensuite entrés en dissidence et ont contribué à structurer le syndicat *Solidarność*, avant d'être les principaux artisans de la transition politique négociée avec le Parti en 1989. Cette transition est symbolisée par les Accords de la Table ronde, dénoncés dès le début des années 1990 par la droite comme le « péché originel » ayant donné naissance à un *establishment* associant le centre-droit libéral à la gauche postcommuniste. L'accord passé entre la fraction dominante de *Solidarność* et les anciens communistes aurait favorisé le développement d'un État corrompu, dans lequel l'ancienne *nomenklatura* et les « agents » communistes auraient conservé leur place, tandis que les élites politiques « libérales de gauche » incarneraient des valeurs aux antipodes des aspirations nécessairement catholiques et conservatrices du peuple polonais<sup>20</sup>.

Les clivages politiques relatifs aux lectures concurrentes de la « transformation » post-1989 se sont redéfinis à partir de 2005, avec l'affaiblissement de la gauche post-communiste et la bipolarisation tendancielle de la vie politique entre deux partis de droite se réclamant de *Solidarność*, l'un plus conservateur (le PiS) et l'autre plus libéral (la Plateforme civique). Dans ce contexte, le fait de contester l'héritage des Accords de la Table ronde ou de s'en revendiquer est devenu un marqueur politique fort dans la compétition politique<sup>21</sup>. Régulièrement sollicités

<sup>16</sup> Bourdieu (P.), *Les règles de l'art : genèse et structure du champ littéraire*, Paris, Seuil, 1992, p. 261.

<sup>17</sup> Behr (V.), « Genèse et usages d'une politique publique de l'histoire. La "politique historique" en Pologne », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 46 (3), 2015.

<sup>18</sup> Entretien avec Dariusz Gawin publié en 2016 sur le site de l'OMP : <https://www.omp.org.pl/artykul.php?artykul=422>.

<sup>19</sup> Pour une présentation en français de la genèse de la politique historique et des débats afférents, voir Łuczewski (M.), « Un concept contre-révolutionnaire : la "politique historique" en Pologne », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 1 (1), 2020. Pour une discussion critique de ces conceptions, voir Behr (V.), « Genèse et usages d'une politique publique de l'histoire », art. cit. ; Szeligowska (D.), *La « politique historique » polonaise en tant que politique publique et l'effet d'eupéanisation*, mémoire de recherche, IEP de Paris, 2007.

<sup>20</sup> Zalewski (F.), « L'émergence d'une démocratie antilibérale en Pologne », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, 47 (4), 2016.

<sup>21</sup> Brier (R.), « The Roots of the "Fourth Republic": Solidarity's Cultural Legacy to Polish Politics », *East European Politics and Societies*, 23 (1), 2009 ; Heurtaux (J.), Pellen (C.), « La Table ronde : un meuble

par les médias pour arbitrer les querelles politiques sur l'interprétation du passé depuis la fin du régime communiste, les historiens ont contribué à alimenter ces clivages. En 2008, deux historiens de l'IPN ont par exemple publié un ouvrage consacré au passé d'informateur secret des services de sécurité communistes de l'ancien leader de *Solidarność* puis président de la République de Pologne, Lech Walesa<sup>22</sup>. Cette publication retentissante a conforté des récits conspirationnistes selon lesquels les Accords de la Table ronde auraient été commandités par les services secrets polonais et/ou soviétiques. De telles interprétations ont été entretenues par les auteurs et des cadres de l'IPN. À partir de 2015, les réformes du PiS visant à « assainir » la justice et l'État au nom de la « décommunisation » ont été légitimées par des historiens, apportant leur caution aux réformes autoritaires. On peut citer à titre d'exemple cette interview accordée par un historien de l'IPN à un portail d'informations connu pour son positionnement droitier, dans laquelle il affirme que les magistrats polonais n'ont pas rompu avec le stalinisme et l'état de guerre<sup>23</sup>, justifiant ainsi les réformes de la justice<sup>24</sup>.

Dès le milieu des années 2000, une politique historique résolument anticommuniste a permis de disqualifier la gauche sociale-démocrate, héritière du Parti ouvrier unifié de Pologne, de même que les partisans des Accords de la Table ronde, c'est-à-dire les principaux adversaires du PiS. La politique historique est devenue le moyen pour la droite conservatrice et nationaliste rassemblée autour du PiS de disqualifier ses adversaires dits « libéraux de gauche », au motif de leur incapacité à défendre l'intérêt national, et de leurs collusions avec les élites issues de l'ancien régime. Si de tels discours étaient déjà mobilisés par Jarosław Kaczyński et ses soutiens dans la compétition politique des années 1990, la politique historique, en tant que politique publique menée par des institutions comme l'IPN avec le concours d'historiens professionnels, a contribué à leur conférer un fondement « scientifique ». Les termes de l'échange entre le PiS et une fraction du champ historien, tels qu'ils se donnent à voir à partir de 2005, peuvent s'énoncer ainsi : les discours historiens disqualifiant l'aile « libérale de gauche » de *Solidarność* et la transition négociée de 1989 apparaissent comme une contrepartie à l'attribution de postes et de financements généreux aux historiens nationalistes et anticommunistes, *via* l'IPN. Le fait que cet institut fonctionne selon les mêmes règles bureaucratiques qu'une institution publique et soit moins autonome qu'un centre de recherche universitaire, favorise l'allocation de postes et de financements en dehors du tout contrôle par les pairs. Un tel fonctionnement a favorisé les recherches et les carrières d'historiens qui, comme les auteurs du livre précité consacré à Lech Walesa, évoluaient aux marges du champ académique<sup>25</sup>.

Les conditions du succès de la catégorie de politique historique doivent aussi à un contexte international spécifique, celui de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne et du

---

politiquement encombrant », in *1989 à l'Est de l'Europe : une mémoire controversée*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2009.

<sup>22</sup> Cenckiewicz (S.), Gontarczyk (P.), *SB a Lech Wałęsa: przyczynek do biografii*, IPN., Gdańsk, 2008.

<sup>23</sup> À partir de décembre 1981, le syndicat *Solidarność* est interdit et ses principaux dirigeants internés. Se met en place un gouvernement militaire sous la direction du général Wojciech Jaruzelski. L'état de guerre est formellement suspendu en mars 1983.

<sup>24</sup> Wpollyce, « Dr Majchrzak (IPN): „Środowisko sędziowskie nie przeszło lustracji. Nie rozliczyło się ze stalinizmem i stanem wojennym. Winni pozostali bezkarni” », 27 février 2017 : <https://wpolityce.pl/polityka/329325-nasz-wywiad-dr-majchrzak-ipn-srodowisko-sedziowskie-nie-przeszlo-lustracji-nie-rozliczylo-sie-ze-stalinizmem-i-stanem-wojennym-winni-pozostali-bezkarni>.

<sup>25</sup> Sławomir Cenckiewicz et Piotr Gontarczyk ont obtenu leurs doctorats respectivement à l'Université de Gdansk et à l'Université de Varsovie, avant d'intégrer l'IPN au début des années 2000. Gontarczyk y est toujours employé en tant que chercheur. Cenckiewicz a brièvement été employé comme enseignant-chercheur à l'Université de Gdansk et occupe aujourd'hui les fonctions de directeur de l'Institut d'histoire militaire, rattaché au ministère de la Défense.

constat d'un dissensus mémoriel entre l'Est et l'Ouest de l'Europe<sup>26</sup>. L'idée principale, partagée dans de nombreux États de l'Europe postcommuniste, consiste à exiger la mise en équivalence symbolique des crimes communistes et des crimes nazis dans la politique mémorielle européenne<sup>27</sup>. L'emploi, dans certains médias occidentaux et notamment américains, de l'expression « camps polonais » pour désigner les camps d'extermination nazis en Pologne occupée, est en outre particulièrement dénoncé comme une preuve de l'ignorance de l'histoire polonaise à l'étranger. À l'appui de leurs thèses, les promoteurs de la politique historique ont décrit un ensemble de phénomènes concomitants comme le produit des « politiques historiques » concurrentes menées par Israël, l'Allemagne ou la Russie. Il en est allé ainsi du renouvellement de l'historiographie de la Shoah, pointant la participation de civils polonais à l'extermination des juifs<sup>28</sup>, de la glorification du passé stalinien par Vladimir Poutine ou encore du projet de l'association des Allemands expulsés de Pologne après la Seconde Guerre mondiale de créer à Berlin un « Centre contre les expulsions »<sup>29</sup>. Ces exemples ne constituent pas un ensemble cohérent, coordonné ou soutenu par les gouvernements étrangers. S'il est indéniable que le gouvernement russe se caractérise par un interventionnisme actif dans le domaine de l'histoire<sup>30</sup>, la chose paraît bien moins évidente dans le cas de l'Allemagne. Ils ont néanmoins alimenté une rhétorique obsidionale selon laquelle il serait impératif pour la Pologne de faire valoir son « point de vue » sur le passé, si elle veut éviter d'être marginalisée dans le jeu politique européen.

Loin de n'avoir été qu'un épiphénomène associé au PiS au pouvoir entre 2005 et 2007, la politique historique s'est imposée durablement comme une catégorie d'intervention publique légitime en Pologne. De 2007 à 2015, les gouvernements successifs de la Plateforme civique n'ont pas remis en question l'idée d'une nécessaire promotion du « point de vue polonais », notamment dans l'arène internationale. Si les discours officiels sur le passé se voulaient alors plus apaisants, les mesures adoptées invitent à réfléchir à la persistance des usages du passé à des fins de légitimation politique, aussi bien au niveau national qu'en politique étrangère. Les continuités du point de vue des récits historiques proposés par les institutions publiques s'observent nettement au niveau de l'IPN, où les orientations privilégiées par la direction mise en place par le PiS se sont poursuivies indépendamment de l'alternance de 2007<sup>31</sup>.

Une vision nationaliste de l'histoire est en outre propagée *via* la presse magazine, dominée par des titres conservateurs et nationalistes, auxquels contribuent directement plusieurs historiens. Le secteur a connu une relative expansion dans les années 2010, avec la création de trois hebdomadaires et d'un portail d'information en ligne (*Wpoltyce*), positionnés sur le créneau national-conservateur. Chacun de ces hebdomadaires édite en outre un mensuel historique, auquel contribuent des historiens partageant la ligne éditoriale. Les journalistes contribuant à ces titres ont également créé en 2013 la chaîne de télévision *Telewizja Republika*, au positionnement conservateur assumé. Ces initiatives privées sont venues s'ajouter à un secteur du champ médiatique déjà bien fourni, avec entre autres le consortium médiatique du père Rydzyk, comprenant une chaîne de télévision, une station de radio et un quotidien. Bien

---

<sup>26</sup> Droit (E.), « Le Goulag contre la Shoah », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 94 (2), 2007 ; Mälksoo (M.), « The Memory Politics of Becoming European: The East European Subalterns and the Collective Memory of Europe », *European Journal of International Relations*, 15 (4), 2009.

<sup>27</sup> Neumayer (L.), *The criminalisation of communism in the European political space after the Cold War*, London, Routledge, 2019.

<sup>28</sup> Potel (J.-Y.), *La fin de l'innocence : la Pologne face à son passé juif*, Paris, Éditions Autrement, 2009.

<sup>29</sup> Dakowska (D.), « Le "Centre contre les expulsions" : les enjeux d'un débat transnational », in Mink (G.), Neumayer (L.), dir., *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007.

<sup>30</sup> Kaposov (N.), *Memory laws, memory wars: the politics of the past in Europe and Russia*, Cambridge, Cambridge University Press, 2018.

<sup>31</sup> Behr (V.), « Entre histoire et propagande. Les contributions de l'Institut polonais de la mémoire nationale à la mise en récit de la Seconde Guerre mondiale », *Allemagne d'aujourd'hui*, 2 (228), 2019.

que le positionnement politique de ces médias et de ceux qui y interviennent couvre un large spectre de la droite et de l'extrême droite, qui ne se réduit pas au PiS, ils ont indéniablement contribué à banaliser les lectures du passé les plus nationalistes et anticommunistes. La figure controversée des « soldats maudits », c'est-à-dire des combattants de la résistance anticommuniste des premières années d'après-guerre, y est régulièrement mise en avant comme un symbole de résistance authentique au communisme. La mémoire de ces combattants est opposée à celle des Accords de la Table ronde, de l'intelligentsia « libérale de gauche » et du « traître » Walesa<sup>32</sup>. Ce faisant, ces médias et les intellectuels auxquels ils ont offert une visibilité et une audience, ont joué un rôle dans la construction d'une hégémonie conservatrice qui a favorisé le retour au pouvoir du PiS.

## Les reconfigurations des relations entre champ politique et champ historien

La politique historique, dans son principe, constitue une remise en cause de l'autonomie de la recherche en histoire et a été, dès l'origine, critiquée en tant que telle par la fraction la plus autonome du champ historien<sup>33</sup>. Néanmoins, pour les philosophes à l'origine de cette catégorie en 2005, s'il s'agit de contester le monopole des historiens et d'affirmer que les pouvoirs publics ont le devoir de veiller aux intérêts nationaux, il n'est pas question de nier l'autonomie de la recherche. La configuration politique ayant suivi le retour du PiS au pouvoir en 2015 se distingue à cet égard par une remise en cause plus directe de l'autonomie des historiens. Significativement, le Musée de l'Insurrection de Varsovie et ses promoteurs, qui symbolisaient la politique historique au milieu des années 2000, occupent désormais une place secondaire dans cette politique publique. Celle-ci se caractérise à présent par la promotion d'un récit nationaliste univoque qui s'accompagne de formes de censure des récits concurrents, dont la « loi sur la Shoah » fournit une illustration. Cette remise en cause de l'autonomie de la recherche historique s'appuie sur l'investissement d'historiens dans la promotion active du « point de vue polonais ». La politique publique de l'histoire a en effet contribué à la reconfiguration du champ historien, avec une fraction de ce champ tournée vers le service de l'État, ce qui contribue à restreindre l'autonomie de la recherche et favorise la diffusion à grande échelle de représentations univoques du passé.

L'hétéronomisation de l'histoire a été facilitée par le concours qu'apportent des historiens professionnels à ce processus. La multiplication des institutions publiques en charge de la politique historique et des espaces d'élaboration de cette politique est allée de pair avec une hybridation des rôles professionnels, entre ceux de savant, de conseiller du prince et de bureaucrate. L'IPN et son organisation bureaucratique ont favorisé l'émergence d'historiens bureaucrates, c'est-à-dire d'historiens chefs d'administration. La nomenclature des emplois et fonctions y est calquée sur celle des administrations (« spécialiste », « chef de bureau », etc.) et l'avancement de carrière se fait à l'ancienneté. La structure de l'emploi – y compris scientifique – à l'IPN est dé-corrélée de l'obtention des titres universitaires (doctorat et habilitation) qui organisent la carrière académique : le doctorat ouvre la voie au recrutement en tant qu'*adiunkt* (équivalent des maîtres de conférences) pour une durée déterminée (jusqu'à dix ans), à l'issue de laquelle il faut avoir obtenu son habilitation (*habilitacja*) pour accéder à un poste permanent et atteindre le titre de professeur. Par extension, on peut qualifier d'*historiens bureaucrates* ceux qui sont multipositionnés dans les conseils scientifiques divers (IPN, musées, instituts culturels, ministères) et se sont spécialisés dans l'élaboration de la politique historique. L'occupation de ces positions, généralement pourvues par nominations ministérielles ou

---

<sup>32</sup> Wnuk (R.), « Wokół mitu "Żołnierzy Wyklętych" », *Przegląd Polityczny*, 2016.

<sup>33</sup> Skibiński (P.), Wiścicki (T.), Wysocki (M.), dir., *Historycy i politycy: polityka pamięci w III RP*, Warszawa, Wydawnictwo DiG, 2011.



parlementaires, permet à ces historiens bureaucrates de contrôler l'allocation de financements de recherche et d'accroître leur pouvoir sur le champ académique. Trois exemples illustrent ces formes d'hybridation professionnelle.

Jarosław Szarek a été élu en 2016 directeur de l'Institut de la mémoire nationale (IPN), par un Parlement dominé par le PiS. Né en 1963, cet historien de formation a longtemps été journaliste à Cracovie, où il a contribué à divers titres de la presse catholique conservatrice. À partir de 2000, il est employé à l'antenne cracovienne de l'IPN, où il s'occupe essentiellement de vulgarisation historique. Il obtient sur le tard, à 48 ans, un doctorat en histoire à l'Université du pape Jean-Paul II de Cracovie. Son directeur de thèse est Ryszard Terlecki, professeur d'histoire et député du PiS depuis 2007, devenu président du groupe parlementaire PiS en 2015. Szarek constitue un bon exemple d'historien entré dans la profession *via* l'IPN. N'ayant jamais occupé de position universitaire, sa légitimité au sein de la corporation est faible, d'autant qu'il compte peu de publications scientifiques.

L'un des deux rapporteurs de la thèse de Jarosław Szarek était Andrzej Nowak. Né en 1960, professeur d'histoire à l'Université Jagellon de Cracovie où il a fait l'intégralité de son cursus universitaire, Nowak est un historien contemporanéiste de renom. Ses travaux sur l'histoire des relations polono-russes au début du XX<sup>e</sup> siècle sont unanimement reconnus au sein de la profession. Il bénéficie en outre d'un capital symbolique important, dû à son investissement intense et précoce au sein du champ médiatique : de 1994 à 2012, il a été rédacteur en chef de la revue intellectuelle *Arcana*, au positionnement conservateur. Cette revue est considérée comme l'un des foyers intellectuels de la droite polonaise et désormais du PiS. Partisan de longue date d'une politique historique nationaliste, Nowak s'est fait connaître du grand public par ses interventions médiatiques. C'est assez logiquement qu'il a été désigné en 2016 pour siéger au conseil scientifique de l'IPN et pour présider la section « Culture, identité nationale, politique historique » du Conseil national du développement, un collège d'experts auprès du président de la République Andrzej Duda (PiS), élu en 2015. Nowak siège également au conseil scientifique du Musée de la Seconde Guerre mondiale à Gdansk, désigné par le ministère de la Culture après la révocation de la direction précédente. Ce musée colossal, mis en chantier par le gouvernement de la Plateforme civique, avait initialement adopté une perspective centrée sur les souffrances des populations civiles, en particulier polonaise, allemande et russe. La partie de l'exposition consacrée à la Shoah mettait en outre l'accent sur les diverses formes de collaboration et de participation des populations locales à l'extermination des Juifs d'Europe centrale et orientale. C'est cette conception aux antipodes de l'histoire-bataille nationaliste promue par le PiS qui a conduit à la révocation de la première direction du musée après 2015.

Au sein du nouveau conseil scientifique de ce musée, Andrzej Nowak côtoie Jan Żaryn. Celui-ci, né en 1958, a fait un cursus en histoire à l'Université de Varsovie. À partir du milieu des années 1980, il est professeur en lycée et milite au sein du syndicat des enseignants catholiques. Après un doctorat sur les relations entre l'État et l'Église en Pologne communiste, il obtient un poste de chercheur à l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences en 1997. Il rejoint l'IPN en 2000, puis l'Université du Cardinal Stefan Wyszyński en 2003. En parallèle de sa carrière professionnelle, il s'engage en politique : il échoue à se faire élire député en 1993 sur les listes de l'Entente du Centre, parti alors dirigé par le futur fondateur du PiS, Jarosław Kaczyński. Il échouera de même à se faire élire sénateur avec le soutien du PiS en 2011. En 2006, le renouvellement de la direction de l'IPN par une majorité et un gouvernement dominés par le PiS se traduit par la promotion d'historiens aux orientations nationalistes et anticommunistes. C'est dans ce contexte que Żaryn est nommé directeur du Bureau d'éducation publique, le centre de recherches et d'éducation de l'IPN. Contraint de démissionner de cette fonction en 2009 après avoir déclaré dans une interview que Lech Walesa ne pouvait pas être considéré comme une victime des services de sécurité communistes, il reste toutefois à l'IPN

en tant que conseiller spécial de son directeur. À l'IPN, Żaryn a mis en avant la mémoire des « Justes » polonais. Ses parents sont eux-mêmes des « Justes » reconnus par le mémorial de Yad Vashem et Żaryn s'est longtemps investi dans les activités du Comité pour la mémoire des Polonais ayant sauvé des Juifs. Il a en outre contribué à de nombreux journaux et revues catholiques et conservateurs. En 2013, il est devenu rédacteur en chef d'un mensuel historique associé à l'hebdomadaire *W Sieci*. De 2015 à 2019, Żaryn a été sénateur, élu avec le soutien du PiS.

Ces trois trajectoires distinctes d'historiens professionnels sont caractérisées par une multipositionnalité qui fait d'eux, à des degrés divers, des historiens bureaucrates contribuant à la politique historique. Les liens entre eux mis ici en évidence visent à rappeler qu'ils évoluent dans un microcosme, la corporation des historiens contemporanéistes, favorisant l'interconnaissance. En dépit des similitudes en termes de positions (entre le monde académique, celui des médias et la bureaucratie d'État) et de prises de position en faveur d'une histoire nationaliste, leurs orientations idéologiques ne sont pas superposables. Le positionnement politique de Żaryn, qui se revendique de la Démocratie nationale, le parti du nationaliste Roman Dmowski entre les deux guerres, est plus affirmé<sup>34</sup>. Si les statuts varient entre le chef d'administration publique (Szarek), l'intellectuel organique (Nowak) et le sénateur (Żaryn), tous trois incarnent des figures d'historien bureaucrate, dont l'expertise historique vient légitimer la politique publique de l'histoire, contribuant à la reconfiguration des rapports entre champ politique et champ historien. Ces historiens sont amenés à endosser des « rôles institutionnels hybrides<sup>35</sup> » et à promouvoir une conception de l'histoire aux antipodes d'une science autonome.

La scène qui se déroule en décembre 2015 dans un théâtre de Cracovie, où a lieu une rencontre présentée comme « l'inauguration de la nouvelle politique historique » quelques mois après la victoire électorale du PiS, fournit un exemple de cette hybridation des rôles, en même temps qu'elle illustre la fonction mobilisatrice de la politique historique<sup>36</sup>. Organisée par une maison d'édition privée se revendiquant du patriotisme et du catholicisme, *Biały Kruk*, la rencontre réunit des représentants de la société civile et des officiels. Parmi ces derniers se trouvent deux membres du cabinet du Président de la République, responsables de la politique culturelle et historique pour l'un, des relations internationales pour l'autre, par ailleurs professeur de science politique à l'Université Jagellon. Le professeur Andrzej Nowak est présent en sa qualité de conseiller pour la politique historique auprès du Président de la République. Au cours de la rencontre, il présente sa vision de la politique historique, qui doit selon lui s'appuyer « uniquement sur les expériences positives ». Une telle prise de position est fréquente chez les partisans de cette politique, qui assument l'idée d'une distinction nécessaire entre le savoir produit par la recherche et l'éducation patriotique. Cette dernière n'est pas entendue comme la transmission d'un savoir critique mais plutôt comme celle d'un panthéon national. Le concours des éditeurs à la diffusion de cette histoire patriotique est primordial et la rencontre de Cracovie est également l'occasion pour *Biały Kruk* de mettre en avant l'un de ses auteurs phares, Andrzej Nowak. Parmi les ouvrages de Nowak publiés chez cet éditeur, une monumentale synthèse de l'histoire de Pologne, dont quatre tomes couvrant la période du X<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècles sont déjà parus, concourt à asseoir la réputation de l'auteur, tant au sein de la corporation historique qu'aux yeux du grand public. Le soutien apporté par cet universitaire

---

<sup>34</sup> Précisons par ailleurs que les dispositions à endosser le rôle d'historien bureaucrate ne sont pas l'apanage des historiens nationalistes, comme l'illustrent les exemples de Paweł Machcewicz, ancien directeur du Bureau d'éducation publique de l'IPN puis directeur du Musée de la Seconde Guerre mondiale, ou de Dariusz Stola, ancien directeur du Musée d'histoire des Juifs de Pologne (Polin). Respectivement professeurs à l'Université de Varsovie et à l'Académie des sciences, tous deux défendent une conception plus « ouverte » de la politique historique.

<sup>35</sup> « On ne subit pas son rôle. Entretien avec Jacques Lagroye », *Politix*, 10 (38), 1997.

<sup>36</sup> Leszkowicz (T.), « Inauguracja nowej polityki historycznej... czyli czego? », *Histmag*, 23 décembre 2015 : <https://histmag.org/inauguracja-nowej-polityki-historycznej-czyli-czego-12472>.

de renom à la politique historique contribue à légitimer l'intervention des pouvoirs publics en cette matière, en montrant à un électorat ciblé par le PiS que le gouvernement s'entoure des meilleurs spécialistes pour élaborer sa politique publique de l'histoire.

Ce type de rencontre au statut ambigu, entre public et privé, de même que les responsabilités assumées par les historiens bureaucrates, entretient une confusion permanente entre l'opinion personnelle de l'historien et la position officielle d'un représentant de l'État. Cette confusion renvoie à la tension entre la nécessaire diffusion de la connaissance historique et la propagation d'un discours d'État, qui coïncide rarement avec les acquis de la recherche. S'ils occupent des positions de pouvoir essentielles au pôle hétéronome du champ historien, ces historiens bureaucrates sont en revanche le plus souvent marginalisés au niveau des positions de pouvoir sur la discipline, qu'il s'agisse de l'Association historique polonaise, du Comité des sciences historiques de l'Académie des sciences ou de la Commission d'attribution des titres scientifiques. À l'exception du cas particulier d'un Andrzej Nowak, l'occupation de positions de pouvoir dans des espaces interstitiels, entre le monde académique et l'État, va rarement de pair avec une carrière de premier plan dans le champ académique. Tout semble indiquer que les ressources hétéronomes fournies par la politique historique opèrent comme une forme de compensation autorisant des carrières hybrides complémentaires ou alternatives à la carrière académique.

Dans ces conditions, l'un des principaux effets de long terme de la politique historique a été de renforcer les polarisations au sein du champ historien. Bien avant 2015, le professeur de l'Université de Varsovie, Marcin Kula, ne faisait pas mystère de ses réticences vis-à-vis de la politique historique, allant jusqu'à boycotter les colloques organisés par l'IPN<sup>37</sup>. Une telle prise de position n'est pas anodine : Kula est en effet considéré comme le fondateur d'une école d'histoire sociale du communisme dont sont issus de nombreux historiens formés après 1989, parmi lesquels l'ancien directeur du Musée de la Seconde Guerre mondiale (Paweł Machcewicz) et l'ancien directeur du Musée d'histoire des juifs de Pologne (Dariusz Stola), deux institutions qui symbolisent des tentatives d'offrir un récit moins nationalo-centré que celui prôné par le PiS et ses soutiens. Son père Witold fut par ailleurs un médiéviste renommé, proche de Fernand Braudel et de l'école des Annales, et a joué un rôle majeur dans le développement de la science historique polonaise après la Seconde Guerre mondiale. Refuser de contribuer aux colloques ou aux nombreuses publications de l'IPN est toutefois une attitude rare parmi les contemporanéistes, plus fréquente chez les professeurs établis que chez les candidats à un poste permanent. L'obtention d'un poste académique implique en effet un solide dossier de publications et l'examen de la candidature par les universitaires qui composent les jurys de doctorat et d'habilitation, les commissions de recrutement, etc. Il est par conséquent risqué de se créer des inimitiés au sein de la profession, ce qui peut favoriser les postures conformistes ou de neutralité dans le contexte de polarisation accrue de la discipline.

Le tournant autoritaire post-2015 s'est accompagné d'une mainmise des historiens nationalistes sur les fonctions d'historien bureaucrate et d'une politique historique univoque. L'exacerbation des polarisations au sein de la discipline est particulièrement visible au sujet des recherches sur la Shoah. Le Centre de recherches sur l'Holocauste (CBnZZ) de l'Académie des sciences est désormais désigné comme le foyer de propagation d'une histoire « antipolonaise », en raison de ses recherches sur les formes de participation polonaise à l'extermination des juifs. Ce centre, le principal en Pologne sur ce sujet, avait pourtant par le passé organisé des conférences avec l'IPN. Si les travaux de ses chercheurs ont de longue date fait l'objet de vives polémiques au sein de la corporation historique<sup>38</sup>, un saut qualitatif a été

---

<sup>37</sup> Kula (M.), « En parlant d'hier on pense à aujourd'hui », in Bonnard (P.), Mink (G.), dir., *Le passé au présent*, Paris, Michel Houdiard, 2011.

<sup>38</sup> Kichelewski (A.), « Chasse aux Juifs et moissons d'or. Nouvelles recherches sur la Shoah en Pologne », *La vie des idées*, 2011.

franchi, qui traduit une conception agonistique de l'histoire de la part des historiens nationalistes. J. Żaryn, A. Nowak, J. Szarek et bien d'autres ont publiquement et à plusieurs reprises reproché aux chercheurs du CBnZZ de desservir les intérêts polonais, voire suggéré qu'ils étaient les porte-parole d'intérêts « étrangers », i.e. « juifs », « israéliens » ou autres. Ce type de discours est loin d'être anodin, dans un contexte où les chercheurs du CBnZZ sont régulièrement conspués par des ministres ou des journalistes. Après la publication d'un ouvrage collectif consacré à une série d'études locales sur le rôle des civils polonais dans l'extermination des juifs, qui a été abondamment discuté en Pologne et à l'étranger<sup>39</sup>, la directrice du centre, Barbara Engelking, n'a pas été renouvelée dans ses fonctions de présidente du Conseil international du musée d'Auschwitz par le Premier ministre. Les justifications apportées par le chef du gouvernement et le ministre de la Science et de l'Enseignement supérieur ont consisté à qualifier ce livre de « controversé » et à reprocher à la chercheuse, qui revendique d'écrire une histoire de la Shoah du point de vue des victimes juives, son absence de « sensibilité polonaise »<sup>40</sup>. Les co-directeurs de l'ouvrage font par ailleurs face à un procès à l'initiative de la Ligue polonaise anti-diffamation, une ONG soutenue financièrement par le ministère de la Justice.

Afin de discuter des effets de la politique historique menée par le PiS sur la profession, un début de réaction collective a été esquissé fin 2016, avec l'organisation d'un « Forum des historiens contemporanéistes »<sup>41</sup>. Cet événement a illustré les divisions du champ et la difficulté à se confronter à des historiens bureaucrates qui sont aussi et avant tout des collègues. L'initiative de cette rencontre était le fait d'historiens de l'Université de Varsovie, réputée plus « libérale », et plus particulièrement d'élèves de M. Kula. Après que d'autres historiens, dont A. Nowak, aient dénoncé dans les médias une tentative de monopolisation de la parole de la corporation par une fraction de celle-ci, le Forum a finalement été organisé sous les auspices des organisations disciplinaires, l'Association historique polonaise et le Comité historique de l'Académie des sciences, jugées plus représentatives. Les débats accouchèrent d'une déclaration de principe refusant l'instrumentalisation politique de l'histoire, sans aller plus loin.

Le concours d'historiens universitaires à la légitimation des contraintes hétéronomes et de la dynamique autoritaire apparaît crucial, afin d'éviter de donner l'impression qu'une autorité extérieure au champ scientifique intervient dans la régulation de celui-ci<sup>42</sup>. L'enrôlement d'universitaires au service de la politique historique contribue à l'allongement des circuits de légitimation, c'est-à-dire qu'il fait moins immédiatement apparaître cette politique comme restrictive pour l'autonomie de la recherche<sup>43</sup>. Les clivages au sein de la profession ont ainsi toutes les chances d'apparaître comme de simples querelles interprétatives ou idéologiques, alors que celles-ci sont également produites et renforcées par l'institutionnalisation d'une politique publique de l'histoire.

Les reconfigurations des transactions collusives entre champ politique et champ historien sont à apprécier également à l'aune des transformations relativement indépendantes de ce dernier. L'institutionnalisation d'un pôle de production officiel favorisé par la politique historique constitue une contrainte mais aussi une ressource pour les historiens, dans le contexte plus général des réformes néolibérales de l'enseignement supérieur et de la recherche.

---

<sup>39</sup> Engelking (B.), Grabowski (J.), dir., *Dalej jest noc: losy Żydów w wybranych powiatach okupowanej Polski*, Varsovie, Stowarzyszenie Centrum Badań nad Zagładą Żydów, 2018 ; Kichelewski (A.), Lyon-Caen (J.), Szarek (J.-C.), Wiewiorka (A.), dir., *Les Polonais et la Shoah*, op. cit.

<sup>40</sup> Oko.press, « 'Patriotyczna głupota' Morawieckiego i Gowina », 31 mai 2018 : <https://oko.press/patriotyczna-głupota-morawieckiego-i-gowina-wyrzucaja-prof-engelking-z-rady-oswiecimskiej-bo-nie-ma-polskiej-wrazliwosci/>.

<sup>41</sup> Czyżewski (A.), « Pesymizm sprzecznych tez, czyli co dalej? Kilka uwag o "Forum historyków dziejów najnowszych" (Warszawa 10.12.2016 r.) », *Sensus Historia*, 24 (3), 2017.

<sup>42</sup> Bourdieu (P.), « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2 (2), 1976.

<sup>43</sup> Bourdieu (P.), *La noblesse d'État. Grandes écoles et esprit de corps*, Paris, Minuit, 1989, p. 548-559.

## Entre néolibéralisme et autoritarisme, les restrictions de l'autonomie du champ académique

En multipliant les débouchés professionnels para-académiques, la politique historique a apporté aux historiens une réponse à la pénurie d'emplois universitaires et au sous-financement de la recherche publique. Depuis le début des années 1990, les réformes successives de l'enseignement supérieur et de la recherche, la stagnation des salaires et la raréfaction des postes ont conduit à une moindre attractivité professionnelle et symbolique de la carrière universitaire<sup>44</sup>. Combinées à l'apparition d'un important secteur d'enseignement supérieur privé, elles ont eu pour conséquence la généralisation du pluri-emploi. Au début des années 2000, plus d'un universitaire sur deux était parallèlement employé par une école supérieure privée<sup>45</sup>. Ce pluri-emploi a permis de compenser la faiblesse des rémunérations, tout en diminuant le temps disponible pour la recherche. Dans ces conditions, la création de l'IPN a offert aux historiens contemporanéistes une alternative attractive, à la fois financièrement (les salaires y étaient initialement bien supérieurs à ceux des universitaires, qui ont augmenté depuis) et professionnellement, puisque les chercheurs n'y ont aucune obligation d'enseignement. Alors que, parallèlement, les réformes d'inspiration néolibérale ont conduit à une généralisation de l'évaluation de la productivité des chercheurs sur la base de critères bibliométriques, un emploi de chercheur à l'IPN offre une alternative crédible à une carrière universitaire tout en étant compatible avec une charge d'enseignement à l'université, publique ou privée.

Les effets conjugués des transformations de l'enseignement supérieur et de la recherche d'un côté, de la politique historique de l'autre, ont favorisé l'institutionnalisation d'un pôle de production officiel de la recherche en histoire. La relative perte d'attractivité de la carrière universitaire et la raréfaction des financements récurrents de la recherche, tandis que des sommes importantes étaient affectées à l'IPN, aux musées ou à d'autres instituts à la périphérie du monde académique, ont considérablement modifié les opportunités de carrières. De plus, la généralisation d'instruments tels que la bibliométrie et le financement de la recherche sur projets ont renforcé la dichotomie entre, d'une part, des chercheurs académiques fortement incités à candidater à des financements auprès des agences européennes et polonaises, dont la production est constamment évaluée par leurs pairs selon des critères internationaux et, d'autre part, des chercheurs employés par des instituts para-académiques relativement affranchis des contraintes de l'évaluation par les pairs, abondamment financés par le budget de l'État et relativement isolés des échanges scientifiques internationaux.

Dit autrement, avec la politique historique, des historiens tenants d'une approche positiviste et d'une histoire politique peu innovante, moins bien armés pour affronter la concurrence dans un environnement scientifique devenu plus internationalisé et compétitif, se sont vus offrir des opportunités de carrières alternatives, aux marges du monde académique. Ces historiens apparaissent en outre dominants sur le marché de grande diffusion, où l'histoire politique et militaire est plus attractive pour les éditeurs et les lecteurs. Même lorsqu'ils n'occupent pas de position académique, comme J. Szarek, les historiens bureaucrates sont placés en position d'exercer une certaine influence sur les affaires de la discipline. Le budget de l'IPN étant plusieurs fois supérieur à celui des instituts de recherche en histoire des

---

<sup>44</sup> Dakowska (D.), « Between Competition Imperative and Europeanisation: The Case of Higher Education Reform in Poland », *Higher Education. The International Journal of Higher Education and Educational Planning*, 69 (1), 2015.

<sup>45</sup> Kwiek (M.), « Academe in transition: Transformations in the Polish academic profession », *Higher Education. The International Journal of Higher Education and Educational Planning*, 45 (4), 2003.

universités ou de l'Académie des sciences, il joue un rôle important dans l'allocation des ressources à la recherche historique, à travers l'organisation de conférences et des centaines de publications annuelles. Il en résulte que les travaux adoptant une perspective critique de la mythologie nationale ont moins de chances de se développer<sup>46</sup>.

Depuis 2015, le réseau des instituts de recherche para-académiques s'est étoffé, avec la création de l'Institut d'étude des régimes totalitaires Witold Pilecki. D'envergure bien moindre que l'IPN, sa raison d'être est de constituer de petites équipes de chercheurs, polonais et étrangers, travaillant sur un même thème pour une durée déterminée. Sur le modèle du financement de la recherche sur projets, l'Institut offre des conditions salariales et de recherche bien plus attractives que celles de l'université ou de l'Académie des sciences, sur des thématiques ciblées et avec l'objectif, là encore, de promouvoir le « point de vue polonais ». Début 2020, le ministère de la Culture a par ailleurs annoncé la création d'un Institut de recherche et d'éducation dédié à la valorisation de l'héritage de la « pensée nationale ». Sa direction a été confiée à J. Żaryn, après que celui-ci ait échoué à se faire réélire sénateur<sup>47</sup>. L'essor de ce type d'institutions en périphérie du monde académique s'observe également en Hongrie<sup>48</sup>. Les politiques du gouvernement Orban semblent ici servir de modèle, bien qu'il n'y soit pas fait directement référence par les dirigeants polonais. Apparaît ainsi un secteur de recherche para-académique bien plus généreusement subventionné que les instituts universitaires, incités pour leur part à candidater à des financements attribués à l'issue d'une sélection très concurrentielle. Cette situation aboutit à une distorsion de concurrence qui favorise les chercheurs les plus en phase avec l'orientation nationaliste défendue par le pouvoir politique.

La vaste réforme de l'enseignement supérieur mise en chantier après 2015 illustre quant à elle la façon dont les logiques autoritaires et néolibérales peuvent s'articuler pour se traduire en dispositifs d'action publique restreignant l'autonomie des chercheurs<sup>49</sup>. Menée au nom des impératifs d'évaluation de la performance et de compétitivité de la recherche, cette réforme a notamment modifié le système d'évaluation bibliométrique des performances des chercheurs. Cette évaluation, dont dépend désormais le financement des instituts de recherche, repose sur une liste de revues et de maisons d'éditions établie par le ministère de la Science et de l'Enseignement supérieur, en concertation avec des représentants des différentes disciplines. Chaque publication se voit attribuer un certain nombre de points préétablis par cette liste. Dans le cas des revues d'histoires, le cabinet du ministre a directement entrepris, contre la décision du comité d'experts indépendants, de revaloriser le nombre de points attribué aux revues éditées par l'IPN, ainsi qu'à des publications à l'orientation nationaliste, afin de les placer au même niveau que les revues centrales de la discipline<sup>50</sup>. Cette décision a pour conséquence mécanique de renforcer la performance scientifique des historiens du pôle officiel, dans le but avoué de les rendre plus compétitifs dans la course aux financements octroyés par l'Agence scientifique polonaise, jusqu'ici monopolisés par les historiens du pôle académique.

La division schématique du champ historien ici esquissée, entre un pôle officiel et un pôle académique, ne renvoie pas à un rapport de forces figé. La lutte en cours, dont l'enjeu pour chaque camp est l'imposition de sa conception de l'histoire, c'est-à-dire de la « vérité

---

<sup>46</sup> Behr (V.), « Historical policy-making in post-1989 Poland: a sociological approach to the narratives of communism », *European Politics and Society*, 18 (1), 2017.

<sup>47</sup> *Oko.press*, « Instytut wybielania antysemitów? PiS wydaje 1,5 mln zł na nową placówkę o historii. To już ósma w kolekcji », 4 février 2020 : <https://oko.press/instytut-wybielania-antysemitow/>.

<sup>48</sup> Petó (A.), « Science for a Plastic Cube. Poly-pore Academia redefining the Rules of Science », *Geschichte der Gegenwart*, 2 octobre 2019 : <https://geschichtedergegenwart.ch/science-for-a-plastic-cube-polypore-academia-redefining-the-rules-of-science/>.

<sup>49</sup> Hibou (B.), *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*, Paris, La Découverte, 2012.

<sup>50</sup> *Oko.press*, « Lista czasopism naukowych: polityczne wpisy, kurioza, pomyłki i błędy », 7 août 2019 : <https://oko.press/lista-czasopism-naukowych-polityczne-wpisy-kurioza-pomyłki-i-bledy/>.

scientifique »<sup>51</sup>, est aussi une lutte pour le pouvoir institutionnel sur la discipline. Si les historiens du pôle officiel occupent une position relativement marginale au sein du champ académique, leur mainmise sur les institutions scientifiques, éducatives et culturelles en périphérie de ce champ leur permet de contrôler l'allocation d'importants fonds publics (financements de recherche, bourses, etc.). Par ailleurs, les modalités d'attribution des financements de recherche sur projet, dont la définition dépend *in fine* du ministère, pourraient évoluer dans un sens plus favorable aux historiens du pôle officiel.

Les réformes d'inspiration néolibérale du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche ont conduit à intensifier la concurrence pour les postes et les financements au sein du champ académique. Alors qu'elles auraient pu conduire à marginaliser une historiographie nationaliste peu innovante et peu internationalisée, la politique historique lui a offert des opportunités de développement alternatives. Les termes de l'échange implicitement noué entre les historiens nationalistes et le pouvoir politique consistent en quelque sorte à sanctuariser des moyens publics pour l'histoire contemporaine, *via* des institutions périphériques au champ académique comme l'IPN. Le fonctionnement bureaucratique de ces institutions autorise en outre un certain jeu avec les règles d'évaluation par les pairs pour l'attribution des financements de recherche, le recrutement des chercheurs et l'évaluation de leur productivité scientifique. Ceci offre la possibilité à des historiens marginalisés au sein du champ académique de faire carrière par d'autres biais. En contrepartie, le pôle de production officiel promeut une histoire nationaliste conforme aux attentes du pouvoir politique, tout en préservant les apparences d'une relative neutralité scientifique : les historiens du pôle officiel sont détenteurs de titres universitaires et leurs publications sont évaluées par des pairs. La politique historique cristallise cette relation d'échanges, de transactions collusives, qui se noue entre une fraction du champ politique et une fraction du champ historien. La politique publique de l'histoire vient aussi fournir une justification à cette relation particulière : il s'agit pour l'État polonais de défendre ses intérêts dans l'arène internationale et de former ses citoyens. Le concours d'historiens à cette politique est censé garantir qu'elle n'empiète pas sur l'autonomie du champ académique.

\*

Appréhender le tournant autoritaire en Pologne au prisme de la politique historique permet de replacer ce tournant dans un cadre chronologique plus large, celui d'une politique publique de l'histoire qui, en quinze ans, a transformé les conditions de production et de diffusion de l'histoire des totalitarismes dans ce pays. En fournissant les structures institutionnelles en périphérie du monde académique et le personnel disposé à endosser le rôle d'historien bureaucrate, la politique historique a facilité les formes de restriction à l'autonomie du champ historien. Avec le concours d'historiens dont la carrière apparaît fortement dépendante du PiS, s'observe une intervention accrue de l'État dans la régulation des affaires de la discipline. Le tournant autoritaire apparaît en l'occurrence comme le produit d'un processus de plus long terme de reconfiguration des rapports entre le champ politique et le champ historien, raison pour laquelle il prend des formes plus accentuées dans ce secteur et dans cette discipline que dans d'autres. Ses effets sont par conséquent profonds et il est peu probable qu'une alternance politique, qui ne s'accompagnerait pas d'une remise en cause des objectifs et des moyens de la politique publique de l'histoire, suffise à y remédier.

---

<sup>51</sup> Bourdieu (P.), « Le champ scientifique », art. cit.